

N^o 44

CONSEIL D'ÉTAT

DU

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Projets de lois

concernant l'approbation

des Conventions de droit international privé
signées à La Haye le 12 juin 1902 en matière
de mariage, de divorce et de séparation de corps,
ainsi que de tutelle des mineurs.

1904.

M. Tonnens

Rischard

Chorn

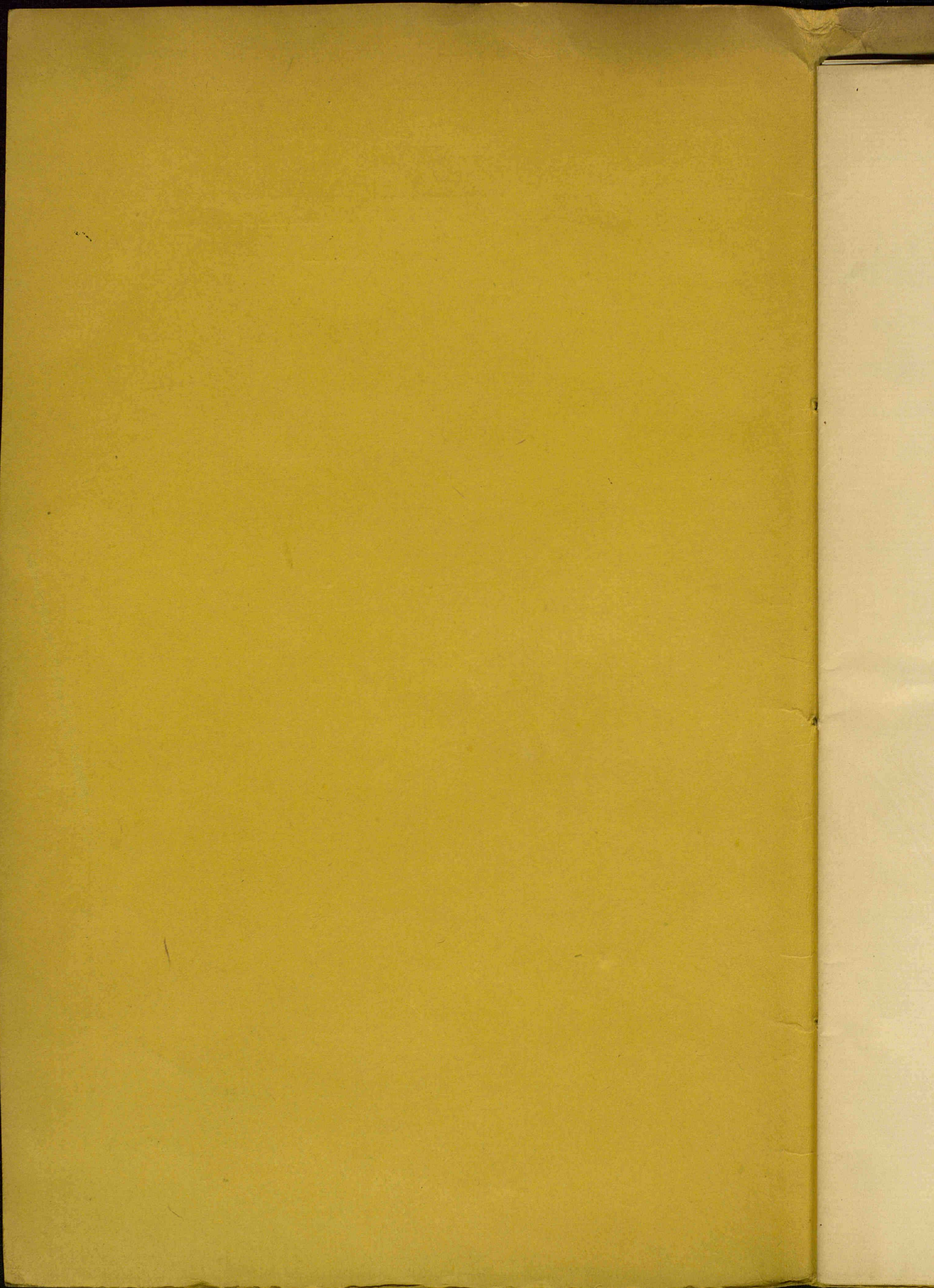
Wendh - m. 14

Glacener m. 14

Staatsarchiv Luxemburg

Abt. 5.

Nr. 2057.



Luxembourg, le 19 mars 1904.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis
du Conseil d'Etat trois projets de loi tendant
à approuver les trois conventions qui ont été
signées à la 3^{me} Conférence de Droit international
privé à La Haye, le 12 juin 1902, et
concernant

1^o les conflits de lois en matière de
mariage;

2^o les conflits de lois et de juridictions
en matière de divorce et de séparation de corps;

3^o la tutelle des mineurs.

Ces projets sont accompagnés d'un
Exposé des motifs.

La réunion à La Haye de la 4^{me}
Conférence de Droit international privé

le Président

Conseil d'Etat

Luxembourg

GRAND-
DE
LUXEM

DIVIS
des
AFFAIRES ET

161



a
Moulin

a

Luxembourg, le 19 mars 1904.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de soumettre à l'avis
du Conseil d'État trois projets de loi tendant
à approuver les trois conventions qui ont été
signées à la 3^{me} Conférence de droit international
privé à La Haye, le 12 juin 1902, et
concernant

1^o les conflits de lois en matière de
mariage;

2^o les conflits de lois et de juridictions
en matière de divorce et de séparation de corps;

3^o la tutelle des mineurs.

Ces projets sont accompagnés d'un
Exposé des motifs.

La réunion à La Haye de la 4^{me}
Conférence de droit international privé

à Monsieur le Président

du Conseil d'État, Luxembourg

est fixé au 16 mai prochain.

Le Gouvernement Néerlandais a itérativement fait savoir qu'il attacherait grand prix à ce que les Actes de la Conférence de 1902 fussent ratifiés avant cette nouvelle Réunion. J'ai répondu à ces démarches que le Gouvernement Grand-Ducal ferait toutes les diligences pour se conformer à ce désir.

Le Ministre d'Etat
Président du Gouvernement

Leysner

Manuscrit.

PROJETS DE LOIS

CONCERNANT L'APPROBATION

des Conventions de droit international signées à La Haye
le 12 juin 1902 en matière de mariage, de divorce et de séparation
de corps, ainsi que de tutelle des mineurs.

Nous ADOLPHE, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Le Gouvernement est autorisé à ratifier et à publier, pour
sortir son plein et entier effet dans le Grand-Duché, la Conven-
tion signée à La Haye le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Au-
triche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le
Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède
et la Suisse, pour régler les conflits de lois en matière de
mariage.

Il est autorisé, en outre, mais seulement quant aux matières
qui en font l'objet, à apporter éventuellement et de concert
avec les hautes parties contractantes, des modifications ou des
dispositions complémentaires ou additionnelles à ladite Con-
vention, ou même à la dénoncer en vertu des prescriptions de
son art. 12, si cette mesure lui semble utile et conforme aux
intérêts du Grand-Duché.

Mandons et ordonnons etc.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa
Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa
Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Fran-
çaise, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de
Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves,
etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au
nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse :

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois concernant les
conditions pour la validité du mariage,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs plénipoten-
tiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

MM. le Comte DE POURTALES, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près
Sa Majesté la Reine des Pays-Pas, le Docteur HERMANN DUNGS, Son Conseiller Supérieur Intime
de Régence, et le Docteur JOHANNES KRIEGE, Son Conseiller Intime de Légation ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie :
M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

MM. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et ALFRED VAN DEN BULCKE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY, Son Chargé d'Affaires intérimaire à La Haye ;

Le Président de la République Française :

MM. DE MONBEL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et LOUIS RENAULT, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. SALVATORE TUGINI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

M. le Comte DE VILLERS, Son Chargé d'Affaires à Berlin ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

MM. le Baron R. MELVIL DE LYNDEN, Son Ministre des Affaires Étrangères, J. A. LOEFF, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'État, Président de la Commission Royale pour le Droit International Privé, Président des Conférences de Droit International Privé ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

M. le comte DE SELIR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. JEAN-N. PAPINIU, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le comte WRANGEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

et le Conseil Fédéral Suisse :

M. FERDINAND KOCH, Vice-Consul de la Confédération Suisse à Rotterdam ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Le droit de contracter mariage est réglé par la loi nationale de chacun des futurs époux, à moins qu'une disposition de cette loi ne se réfère expressément à une autre loi.

Art. 2. — La loi du lieu de la célébration peut interdire le mariage des étrangers qui serait contraire à ses dispositions concernant :

1^o les degrés de parenté ou d'alliance pour lesquels il y a une prohibition absolue ;

2^o la prohibition absolue de se marier, édictée contre les coupables de l'adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous ;

3^o la prohibition absolue de se marier, édictée contre des personnes condamnées pour avoir de concert attenté à la vie du conjoint de l'une d'elles.

Le mariage célébré contrairement à une des prohibitions mentionnées ci-dessus ne sera pas frappé de nullité, pourvu qu'il soit valable d'après la loi indiquée par l'art. 1^{er}.

Sous la réserve de l'application du premier alinéa de l'art. 6 de la présente Convention, aucun État contractant ne s'oblige à faire célébrer un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois. La violation d'un empêchement de cette nature ne pourrait pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui où le mariage a été célébré.

Art. 3. — La loi du lieu de la célébration peut permettre le mariage des étrangers non-obstant les prohibitions de la loi indiquée par l'art. 1^{er}, lorsque ces prohibitions sont exclusivement fondées sur des motifs d'ordre religieux.

Les autres États ont le droit de ne pas reconnaître comme valable le mariage célébré dans ces circonstances.

Art. 4. — Les étrangers doivent, pour se marier, établir qu'ils remplissent les conditions nécessaires d'après la loi indiquée par l'art. 1^{er}.

Cette justification se fera, soit par un certificat des agents diplomatiques ou consulaires autorisés par l'État dont les contractants sont les ressortissants, soit par tout autre mode de preuve, pourvu que les Conventions internationales ou les autorités du pays de la célébration reconnaissent la justification comme suffisante.

Art. 5. — Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré suivant la loi du pays où il a eu lieu.

Il est toutefois entendu que les pays dont la législation exige une célébration religieuse, pourront ne pas reconnaître comme valables les mariages contractés par leurs nationaux à l'étranger sans que cette prescription ait été observée.

Les dispositions de la loi nationale, en matière de publications, devront être respectées ; mais le défaut de ces publications ne pourra pas entraîner la nullité du mariage dans les pays autres que celui dont la loi aurait été violée.

Une copie authentique de l'acte de mariage sera transmise aux autorités du pays de chacun des époux.

Art. 6. — Sera reconnu partout comme valable, quant à la forme, le mariage célébré devant un agent diplomatique ou consulaire, conformément à sa législation, si aucune des parties contractantes n'est ressortissante de l'État où le mariage a été célébré et si cet État ne s'y oppose pas. Il ne peut pas s'y opposer quand il s'agit d'un mariage qui, à raison d'un mariage antérieur ou d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire à ses lois.

La réserve du second alinéa de l'art. 5 est applicable aux mariages diplomatiques ou consulaires.

Art. 7. — Le mariage, nul quant à la forme dans le pays où il a été célébré, pourra néanmoins être reconnu comme valable dans les autres pays, si la forme prescrite par la loi nationale de chacune des parties a été observée.

Art. 8. — La présente Convention ne s'applique qu'aux mariages célébrés sur le territoire des États contractants entre personnes dont une au moins est ressortissante d'un de ces États.

Aucun État ne s'oblige, par la présente Convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un État contractant.

Art. 9. — La présente Convention qui ne s'applique qu'aux territoires européens des États contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

Art. 10. — Les États non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de Droit International Privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'État qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des États contractants.

Art. 11. — La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 12. — La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les États qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres États contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'État qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres États.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le douze juin mil neuf cent deux, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des États qui ont été représentés à la troisième Conférence de Droit International Privé.

Pour l'Allemagne :

Signés : F. POURTALÈS, DUNGS, KRIEGE.

*Pour l'Autriche et pour la Hongrie :*Signé : Le Ministre d'Autriche-Hongrie :
OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.*Pour la Belgique :*Signés : C^{te} DE GRELLE ROGIER ; ALFRED
VAN DEN BULCKE.*Pour l'Espagne :*

Signé : CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour la France :

Signés : MONBEL ; L. RENAULT.

Pour l'Italie :

Signé : TUGINI.

*Pour le Luxembourg :*Signé : C^{te} DE VILLERS.*Pour les Pays-Bas :*Signés : B^a MELVIL DE LYNDEN ; J. A. LOEFF ;
T. M. C. ASSER.*Pour le Portugal :*

Signé : Conde DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

Signé : J. N. PAPINIU.

*Pour la Suède :*Signé : C^{te} WRANGEL.*Pour la Suisse :*

Signé : F. KOCH JR.

Nous ADOLPHE, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Le Gouvernement est autorisé à ratifier et à publier, pour sortir son plein et entier effet dans le Grand-Duché, la Convention signée à La Haye le 12 juin 1902 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps.

Il est autorisé, en outre, mais seulement quant aux matières qui en font l'objet, à apporter éventuellement et de concert avec les hautes parties contractantes, des modifications ou des dispositions complémentaires ou additionnelles à la dite Convention, ou même à la dénoncer en vertu des prescriptions de son art. 13, si cette mesure lui semble utile et conforme aux intérêts du Grand-Duché.

Mandons et ordonnons etc.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse :

Désirant établir des dispositions communes pour régler les conflits de lois et de juridictions en matière de divorce et de séparation de corps,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

MM. le Comte DE POURTALÈS, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Docteur HERMANN DUNGS, Son Conseiller Supérieur Intime de Régence, et le Docteur JOHANNES KRIEGE, Son Conseiller Intime de Légation ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

MM. le Comte DE GRELLÉ ROGIER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et ALFRED VAN DEN BULCKE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY, Son Chargé d'Affaires intérimaire à La Haye :

Le Président de la République Française :

MM. DE MONBEL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et LOUIS RENAULT, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Étrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. SALVATORE TUGINI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

M. le Comte DE VILLERS, Son Chargé d'Affaires à Berlin ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

MM. le Baron R. MELVIL DE LYNDEN, Son Ministre des Affaires Étrangères, J. A. LOEFF, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. ASSEH, Membre du Conseil d'Etat, Président de la Commission Royale pour le Droit International Privé, Président des Conférences de Droit International Privé ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

M. le Comte DE SÉLIR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. JEAN N. PAPINIU, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le Comte WRANGEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

et le Conseil Fédéral Suisse :

M. FERDINAND KOCH, Vice-Consul de la Confédération Suisse à Rotterdam ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les époux ne peuvent former une demande en divorce que si leur loi nationale et la loi du lieu où la demande est formée admettent le divorce l'une et l'autre.

Il en est de même de la séparation de corps.

Art. 2. — Le divorce ne peut être demandé que si, dans le cas dont il s'agit, il est admis à la fois par la loi nationale des époux et par la loi du lieu où la demande est formée, encore que ce soit pour des causes différentes.

Il en est de même de la séparation de corps.

Art. 3. — Nonobstant les dispositions des art. 1^{er} et 2, la loi nationale sera seule observée, si la loi du lieu où la demande est formée le prescrit ou le permet.

Art. 4. — La loi nationale indiquée par les articles précédents ne peut être invoquée pour donner à un fait qui s'est passé alors que les époux ou l'un d'eux étaient d'une autre nationalité, le caractère d'une cause de divorce ou de séparation de corps.

Art. 5. — La demande en divorce ou en séparation de corps peut être formée :

1^o devant la juridiction compétente d'après la loi nationale des époux ;

2^o devant la juridiction compétente du lieu où les époux sont domiciliés. Si, d'après leur législation nationale, les époux n'ont pas le même domicile, la juridiction compétente est celle du domicile du défendeur. Dans le cas d'abandon et dans le cas d'un changement de domicile opéré après que la cause de divorce ou de séparation est intervenue, la demande peut aussi être formée devant la juridiction compétente du dernier domicile commun. — Toutefois, la juridiction nationale est réservée dans la mesure où cette juridiction est seule compétente pour la demande en divorce ou en séparation de corps. La juridiction étrangère reste compétente pour un mariage qui ne peut donner lieu à une demande en divorce ou en séparation de corps devant la juridiction nationale compétente.

Art. 6. — Dans le cas où des époux ne sont pas autorisés à former une demande en divorce ou en séparation de corps dans le pays où ils sont domiciliés, ils peuvent néanmoins l'un et l'autre s'adresser à la juridiction compétente de ce pays pour solliciter les mesures provisoires que prévoit sa législation en vue de la cessation de la vie en commun. Ces mesures seront maintenues si, dans le délai d'un an, elles sont confirmées par la juridiction nationale ; elles ne dureront pas plus longtemps que ne le permet la loi du domicile.

Art. 7. — Le divorce et la séparation de corps, prononcés par un tribunal compétent aux termes de l'art. 5, seront reconnus partout, sous la condition que les clauses de la présente Convention aient été observées et que, dans le cas où la décision aurait été rendue par défaut, le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour reconnaître les jugements étrangers.

Seront reconnus également partout le divorce et la séparation de corps prononcés par une juridiction administrative, si la loi de chacun des époux reconnaît ce divorce et cette séparation.

Art. 8. — Si les époux n'ont pas la même nationalité, leur dernière législation commune devra, pour l'application des articles précédents, être considérée comme leur loi nationale.

Art. 9. — La présente Convention ne s'applique qu'aux demandes en divorce ou en séparation de corps formées dans l'un des Etats contractants, si l'un des plaideurs au moins est ressortissant d'un de ces Etats.

Aucun Etat ne s'oblige, par la présente Convention, à appliquer une loi qui ne serait pas celle d'un Etat contractant.

Art. 10. — La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11. — Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième Conférence de droit international privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 12. — La présente Convention entrera en vigueur le sixième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 13. — La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le douze juin mil neuf cent deux, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de Droit International Privé.

Pour l'Allemagne :

Signés : F. POURTALES ; DUNGS ; KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Signé : Le Ministre d'Autriche-Hongrie :
OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique :

Signés : C^{te} DE GRELLÉ ROGIER ; ALFRED
VAN DEN BULCKE.

Pour l'Espagne :

Signé : CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour la France :

Signés : MONBEL ; L. RENAULT.

Pour l'Italie :

Signé : TUGINI.

Pour le Luxembourg :

Signé : C^{te} DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

Signés : B^{re} MELVIL DE LYNDEN ; J. A. LOEFF ;
T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal :

Conde DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

Signé : J. N. PAPINIU.

Pour la Suède :

Signé : C^{te} WRANGEL.

Pour la Suisse :

Signé : F. KOCH JR.

Nous ADOLPHE, etc. ; etc. ; etc. ;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Avons ordonné et ordonnons :

Article unique.

Le Gouvernement est autorisé à ratifier et à publier, pour sortir son plein et entier effet dans le Grand-Duché, la Convention signée à La Haye le 12 juin 1902, entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Suède et la Suisse, pour régler la tutelle des mineurs.

Il est autorisé, en outre, mais seulement quant aux matières qui en font l'objet, à apporter éventuellement et de concert avec les hautes parties contractantes, des modifications ou des dispositions complémentaires ou additionnelles à la dite Convention, ou même à la dénoncer en vertu des prescriptions de son art. 13, si cette mesure lui semble utile et conforme aux intérêts du Grand-Duché.

Mandons et ordonnons etc.

CONVENTION.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand, Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, Sa Majesté le Roi des Belges, Sa Majesté le Roi d'Espagne, le Président de la République Française, Sa Majesté le Roi d'Italie, Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc., Sa Majesté le Roi de Roumanie, Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège au nom de la Suède, et le Conseil Fédéral Suisse :

Désirant établir des dispositions communes pour régler la tutelle des mineurs,

Ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour Leurs plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand :

MM. le Comte DE POURTALÈS, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, le Docteur HERMANN DUNGS, Son Conseiller Supérieur Intime de Régence, et le Docteur JOHANNES KRIEGER, Son Conseiller Intime de Légation ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

M. OKOLICSANYI D'OKOLICSNA, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi des Belges :

MM. le Comte DE GRELLE ROGIER, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et ALFRED VAN DEN BULCKE, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire, Directeur Général au Ministère des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne :

M. CARLOS CRESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY, Son Chargé d'Affaires intérimaire à La Haye ;

Le Président de la République Française :

MM. DE MONBEL, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de la République Française près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, et LOUIS RENAULT, Professeur de Droit International à l'Université de Paris, Jurisconsulte du Ministère des Affaires Etrangères ;

Sa Majesté le Roi d'Italie :

M. SALVATORE TUGINI, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau :

M. le Comte DE VILLERS, Son Chargé d'Affaires à Berlin ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas :

MM. le Baron R. MELVIL DE LYNDEN, Son Ministre des Affaires Etrangères, J. A. LOEFF, Son Ministre de la Justice, et T. M. C. ASSER, Membre du Conseil d'État, Président de la

Commission Royale pour le Droit International Privé, Président des Conférences de Droit International Privé ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves, etc., etc. :

M. le Comte DE SELIR, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Roumanie :

M. JEAN N. PAPINIU, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, au nom de la Suède :

M. le Comte WRANGEL, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,

et *Le Conseil Fédéral Suisse :*

M. FERDINAND KOCH, Vice-Consul de la Confédération Suisse à Rotterdam ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — La tutelle d'un mineur est réglée par sa loi nationale.

Art. 2. — Si la loi nationale n'organise pas la tutelle dans le pays du mineur en vue du cas où celui-ci aurait sa résidence habituelle à l'étranger, l'agent diplomatique ou consulaire autorisé par l'Etat dont le mineur est le ressortissant pourra y pourvoir, conformément à la loi de cet Etat, si l'Etat de la résidence habituelle du mineur ne s'y oppose pas.

Art. 3. — Toutefois, la tutelle du mineur ayant sa résidence habituelle à l'étranger s'établit et s'exerce conformément à la loi du lieu, si elle n'est pas ou si elle ne peut pas être constituée conformément aux dispositions de l'art. 1^{er} ou de l'art. 2.

Art. 4. — L'existence de la tutelle établie conformément à la disposition de l'art. 3 n'empêche pas de constituer une nouvelle tutelle par application de l'art. 1^{er} ou de l'art. 2.

Il sera, le plus tôt possible, donné information de ce fait au Gouvernement de l'Etat où la tutelle a d'abord été organisée. Ce Gouvernement en informera, soit l'autorité qui aurait institué la tutelle, soit, si une telle autorité n'existe pas, le tuteur lui-même.

La législation de l'Etat où l'ancienne tutelle était organisée décide à quel moment cette tutelle cesse dans le cas prévu par le présent article.

Art. 5. — Dans tous les cas, la tutelle s'ouvre et prend fin aux époques et pour les causes déterminées par la loi nationale du mineur.

Art. 6. — L'administration tutélaire s'étend à la personne et à l'ensemble des biens du mineur, quel que soit le lieu de leur situation.

Cette règle peut recevoir exception quant aux immeubles placés par la loi de leur situation sous un régime foncier spécial.

Art. 7. — En attendant l'organisation de la tutelle, ainsi que dans tous les cas d'urgence, les mesures nécessaires pour la protection de la personne et des intérêts d'un mineur étranger pourront être prises par les autorités locales.

Art. 8. — Les autorités d'un Etat sur le territoire duquel se trouvera un mineur étranger dont il importera d'établir la tutelle, informeront de cette situation, dès qu'elle leur sera connue, les autorités de l'Etat dont le mineur est le ressortissant.

Les autorités ainsi informées feront connaître le plus tôt possible aux autorités qui auront donné l'avis si la tutelle a été ou si elle sera établie.

Art. 9. — La présente Convention ne s'applique qu'à la tutelle des mineurs ressortissants d'un des Etats contractants, qui ont leur résidence habituelle sur le territoire d'un de ces Etats.

Toutefois, les art. 7 et 8 de la présente Convention s'appliquent à tous les mineurs ressortissants des Etats contractants.

Art. 10. — La présente Convention, qui ne s'applique qu'aux territoires européens des Etats contractants, sera ratifiée et les ratifications en seront déposées à La Haye, dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire.

Il sera dressé de ce dépôt un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 11. — Les Etats non signataires qui ont été représentés à la troisième conférence de Droit International Privé sont admis à adhérer purement et simplement à la présente Convention.

L'Etat qui désire adhérer notifiera, au plus tard le 31 décembre 1904, son intention par un acte qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas. Celui-ci en enverra une copie, certifiée conforme, par la voie diplomatique à chacun des Etats contractants.

Art. 12. — La présente Convention entrera en vigueur le soixantième jour à partir du dépôt des ratifications ou de la date de la notification des adhésions.

Art. 13. — La présente Convention aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

Ce terme commencera à courir de cette date, même pour les Etats qui auront fait le dépôt après cette date ou qui auraient adhéré plus tard.

La Convention sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée, au moins six mois avant l'expiration du terme visé aux alinéas précédents, au Gouvernement des Pays-Bas, qui en donnera connaissance à tous les autres Etats contractants.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard de l'Etat qui l'aura notifiée. La Convention restera exécutoire pour les autres Etats.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye le douze juin mil neuf cent deux, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement des Pays-Bas et dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à chacun des Etats qui ont été représentés à la troisième Conférence de Droit International Privé.

Pour l'Allemagne :

Signés : F. POURTALES ; DUNGS ; KRIEGE.

Pour l'Autriche et pour la Hongrie :

Signé : Le Ministre d'Autriche-Hongrie :
OKOLICSANYI D'OKOLICSNA.

Pour la Belgique :

Signés : C^{te} DE GRELLE ROGIER ; ALFRED
VAN DEN BULKE.

Pour l'Espagne :

Signés : CARLOS CKESPI DE VALLDANZA Y FORTUNY.

Pour la France :

Signés : MONBEL ; L. RENAULT.

Pour l'Italie :

Signé : TUGINI.

Pour le Luxembourg :

Signé : C^{te} DE VILLERS.

Pour les Pays-Bas :

Signés : Bⁿ MELVIL DE LYNDEN ; J. A. LOEFF ;
T. M. C. ASSER.

Pour le Portugal :

Signé : Conde DE SÉLIR.

Pour la Roumanie :

Signé : J. N. PAPINIU.

Pour la Suède :

Signé : C^{te} WRANGEL.

Pour la Suisse :

Signé : F. KOCH JR.

Exposé des motifs.

Luxembourg, le 21 mars 1904.

Le 12 juin 1902 le Gouvernement grand-ducal a jugé opportun de signer à La Haye, de commun accord avec l'Allemagne, la France, la Belgique et divers autres Etats de l'Europe, trois conventions ayant pour objet de régler, *la première*, les conflits de lois en matière de mariage ; *la deuxième*, les conflits de lois et de juridiction en matière de divorce et de séparation de corps ; *la troisième*, la tutelle des mineurs.

Ces conventions, toutefois, pour être susceptibles d'exécution dans le Luxembourg, devront recevoir au préalable l'approbation du pouvoir législatif ; le parlement aura donc à s'associer par son vote approuvatif à toutes les stipulations qui ont été convenues à La Haye entre les divers Etats contractants.

Il est à peine besoin d'insister en ce moment sur l'importance considérable qui s'attache à ces divers traités pour les nationaux luxembourgeois résidant dans l'un ou dans l'autre des Etats signataires. D'autre part, le Grand-Duché lui-même, depuis que son industrie s'est développée, donne asile à un grand nombre d'individus appartenant aux nationalités les plus diverses.

On comprendra sans difficulté que pour les uns et pour les autres, il est du plus haut intérêt de voir édicter, par des accords internationaux, des règles communes propres à préciser

d'avantage les conditions relatives à l'exercice de leurs divers droits de famille au regard de la législation du pays où ils ont pris résidence. Ce sera même là le seul moyen de prévenir efficacement les difficultés continuelles que la contrariété des législations régissant ces matières fait naître dans la vie pratique et qui dans les divers Etats donnent maintes fois lieu à des solutions contradictoires qui doivent déconcerter les particuliers qui sont obligés de les subir.

A ce point de vue, il est manifeste que la réalisation prochaine des trois conventions qui ont été signées à La Haye, il y aura bientôt deux ans, ne saurait manquer d'assurer aux ressortissants des Etats signataires des avantages très appréciables. Ces conventions, d'ailleurs, ne tarderont pas d'être complétées par d'autres accords de même nature portant sur d'autres matières du droit international privé d'une importance au moins égale et dont l'élaboration, sur l'initiative du Gouvernement néerlandais, se poursuit d'une façon continue.

Au demeurant, les traités que le Gouvernement soumet aujourd'hui à la ratification de la législature, ont fait l'objet d'un travail préparatoire très étudié qui fut continué durant plusieurs conférences internationales successivement réunies en 1893, en 1894 et finalement en mai et juin 1900. Et dans les documents relatifs aux travaux de ces conférences internationales, on trouvera consignés les développements utiles à consulter pour expliquer et justifier dans tous leurs détails les stipulations accueillies par le texte définitif des traités.

Le Gouvernement estime, dès lors, pouvoir se borner en ce moment à exposer en une courte analyse les règles fondamentales et essentielles du nouveau droit conventionnel qui, si le parlement donne son adhésion, sera désormais applicable, en ce qui concerne les points spéciaux réglés par les trois arrangements de La Haye, dans les relations du Grand-Duché avec les autres Etats signataires.

La première des trois conventions dont s'agit s'occupe donc de préciser les règles concernant les conditions requises pour la validité des mariages.

Elle édicte deux séries de dispositions. Les art. 1^{er} à 4 ont en vue de régler les conditions de validité quant au fond, celles qui touchent à la capacité juridique des parties de contracter mariage ; les art. 5 et suiv. visent, au contraire, les conditions de validité quant à la forme.

Tout d'abord l'art. 1^{er} pose le principe : les conditions requises dans la personne des futurs époux pour pouvoir contracter mariage rentrent dans le statut personnel et elles sont régies par la loi nationale des époux. Si les futurs sont de nationalité différente, chacun d'eux devra satisfaire aux prescriptions de sa loi nationale.

Telle est la règle fondamentale. Pour le Luxembourg, il ne saurait y avoir de motif sérieux pour y faire opposition, attendu qu'elle a déjà été acceptée par la jurisprudence de nos tribunaux comme répondant aux principes de la législation actuelle du Grand-Duché.

A cette règle essentielle, l'art. 1^{er} apporte, toutefois, un tempérament ; il réserve, en effet, le cas où la loi nationale des futurs époux prévoit elle-même qu'est valable le mariage que ses nationaux ont contracté à l'étranger, lorsqu'il est conforme à la législation du domicile des époux ou à la législation du lieu de la célébration. On a cité comme exemple spécialement la loi fédérale suisse du 24 décembre 1874, dont l'art. 25 dispose que le mariage conclu dans les cantons ou à l'étranger conformément à la législation qui y est en vigueur, sera reconnu comme valable dans toute la Confédération suisse.

Le Code luxembourgeois ne contient aucune disposition de cette nature. Les Luxembourgeois se mariant dans les divers Etats contractants resteront donc soumis partout à l'empire de la loi de leur pays d'origine.

Aux termes de l'art. 2 de la Convention, la loi personnelle des futurs époux doit cesser d'être applicable, lorsqu'elle porte atteinte à certaines dispositions qui, dans le pays de la célébration du mariage, sont considérées comme étant d'ordre public. Mais en présence de la difficulté insurmontable de donner une définition précise de l'ordre public, le même art. 2, pour prévenir des applications par trop arbitraires et divergentes, a pris soin d'énumérer limitativement les cas de cette nature, dans lesquels il sera ainsi permis à la loi du pays de célébration d'écarter, par respect de l'ordre public, l'application de la législation personnelle. Ces cas sont au nombre de trois ; ils comprennent :

1^o Les dispositions de la loi du pays de la célébration qui prohibent le mariage entre parents et alliés à un certain degré, pourvu que la prohibition soit *absolue*, c'est-à-dire ne puisse être levée par aucune dispense ;

2^o La prohibition absolue de se marier, édictée contre les coupables de l'adultère à raison duquel le mariage de l'un d'eux a été dissous ;

3^o La prohibition absolue de se marier édictée contre des personnes condamnées pour avoir de concert attenté à la vie du conjoint de l'une d'elles.

Ce troisième empêchement n'est pas inscrit dans la législation actuelle du Grand-Duché.

Il importe, toutefois, de faire remarquer que ces trois empêchements n'ont qu'un caractère simplement prohibitif et que le mariage qui aura été célébré au mépris de l'une ou de l'autre de ces prohibitions n'en sera pas moins valable à condition que les époux n'aient pas contrevenu aux conditions de leur statut personnel et que leur union soit valable d'après ce dernier statut.

Le dernier alinéa de l'art. 2, enfin, a consacré une concession qui a été faite à certaines particularités qui se rencontrent dans les législations de quelques-uns des États contractants. La loi espagnole, notamment, n'admet pas que le mariage même civil puisse être dissous par le divorce. En Autriche, c'est le vœu de la loi que les ecclésiastiques qui ont déjà reçu les ordres majeurs, ainsi que les religieux des deux sexes qui ont fait le vœu solennel de célibat, ne peuvent contracter de mariage valable, (Code civil autrichien, § 63). De même, il ne peut pas être contracté de mariage valable entre les chrétiens et les personnes qui n'appartiennent pas à la religion chrétienne (Code civil, § 64).

Enfin, la loi autrichienne permet, en vérité, aux chrétiens non catholiques de demander le divorce (art. 115 du Code civil). Il est de même permis aux époux divorcés de contracter un nouveau mariage (art. 119). Seulement, l'époux divorcé ne peut, pendant la durée de la vie de son ex-conjoint, se remarier qu'avec une personne non-catholique.

Ce sont des situations de cette nature que la convention a entendu ménager. Elle a admis, en conséquence, que dans ces cas particuliers la loi du pays où le mariage est à célébrer peut, le cas échéant, faire échec à l'application de la loi personnelle des futurs époux. Et elle a réservé à chaque État contractant la faculté de ne pas faire procéder par ses agents à la célébration d'une union qui serait parfaitement possible d'après la législation du pays d'origine des futurs, mais qui, à raison d'un mariage antérieur, ou à raison d'un obstacle d'ordre religieux, serait contraire aux prescriptions de sa propre législation.

Toutefois, en supposant qu'un mariage ait pu être contracté en dépit de l'existence d'un empêchement de cette nature, la nullité n'en pourra être prononcée que dans le pays de célébration.

Nous avons vu ci-avant qu'aux termes de l'art. 1^{er} de la Convention, pour tout ce qui touche à la capacité juridique de contracter mariage, c'est la loi nationale des futurs époux qui doit être observée. En conséquence de ce principe, les empêchements au mariage édictés par la loi nationale des futurs époux, mais que la législation du pays de célébration ne connaîtrait pas, devraient tout de même être respectés par l'officier de l'état civil de ce dernier pays.

L'art. 3 de la Convention a pour objet de consacrer une dérogation à cette règle, lorsque les prohibitions décrétées par la loi nationale des futurs sont exclusivement fondées sur des motifs d'ordre religieux. Des prescriptions de ce genre existent spécialement dans la législation autrichienne : nous venons d'en citer des exemples.

Dans les cas signalés, les autorités du pays de célébration pourront donc passer outre ; mais les autres États auront le droit de ne pas considérer comme valable le mariage qui aura été contracté dans ces circonstances.

L'art. 4 concerne les justifications à faire par les futurs époux dans le pays de célébration pour établir qu'ils ont satisfait aux règles de leur statut personnel.

L'art. 5 aborde la réglementation des formes du mariage. A cet égard, la Convention consacre l'application de la règle « locus regit actum ». Le mariage régulièrement contracté dans les formes locales du pays de célébration est reconnu valable dans tous les États contractants. Ceci est conforme aux prescriptions de l'art. 170 du Code civil en vigueur dans le Grand-Duché.

La règle, toutefois, comporte deux tempéraments. Une première restriction a été consentie en faveur des États dont la législation exige que leurs ressortissants célèbrent le mariage dans la forme religieuse. Le cas avenant, l'État dont la législation impose ainsi à ses nationaux le mariage religieux, pourra ne pas reconnaître comme valable l'union que ses sujets auront contractée dans un pays étranger dans les formes civiles prescrites par la loi territoriale de ce dernier pays. Mais la validité de cette union sera reconnue partout ailleurs.

Au sujet de cette restriction prévue par le deuxième alinéa de l'art. 5, il est intéressant encore de faire remarquer que la réciprocité ne serait pas exacte. Et ainsi, le mariage simplement religieux, sans célébration civile, contracté dans un pays dont la législation, ou bien prescrit, pour la validité, une célébration religieuse, ou bien admet même le mariage civil, mais en laissant aux parties l'option entre la forme civile et la forme religieuse, sera valable dans tous les États contractants, sans en excepter l'État auquel les conjoints appartiennent par leur origine et dont la législation exigerait la célébration devant un officier civil.

Une autre dérogation à la règle est faite par l'alinéa 3 du même art. 5. Il résulte, en effet,

du texte de cet alinéa 3 que les conjoints se mariant dans un des Etats signataires autre que celui auquel ils appartiennent par leur nationalité, sont tenus d'observer, en outre des formes prescrites par la loi locale, les publications préalables à la célébration du mariage exigées par leur loi nationale. Mais en cas d'omission de la formalité des publications, la nullité du mariage ne pourra être prononcée de ce chef que dans le pays dont la loi a été violée.

On sait qu'en cas de mariage à l'étranger, les publications préalables sont obligatoires pour les ressortissants grand-ducaux (art. 170 C. c.).

L'art. 6 concerne les mariages à célébrer par devant les agents diplomatiques. Pour le Luxembourg, cette disposition ne saurait avoir le même intérêt que pour la plupart des autres Etats contractants.

En matière de divorce et de séparation de corps, les inconvénients provenant de la multiplicité des dispositions législatives existant dans les divers pays ne sont pas moins sensibles. Ici encore, on a vu se poser en pratique bien des problèmes complexes, dont la solution a provoqué en doctrine et en jurisprudence les dissensions les plus graves.

C'est à prévenir ces contradictions déplorables que vise la seconde des Conventions concertées à La Haye.

Ses stipulations peuvent être ramenées à ces deux points essentiels :

I. Quelle loi déterminera d'abord si le divorce ou la séparation de corps est possible ? Et quelle loi fixera les causes autorisant la demande ?

II. Quelle est ensuite la juridiction compétente pour apprécier et statuer sur la demande ?

Le premier point a été réglé par les art. 1^{er} à 4. On y trouvera énoncée tout d'abord cette proposition fondamentale que le divorce n'est admissible que si son institution est reconnue à la fois par la loi du lieu où le divorce est demandé et par la loi nationale des époux.

La règle se trouve encore complétée par l'art. 2. Cette dernière stipulation exige non seulement que les deux législations aient consacré l'institution du divorce, mais il faut encore que, dans le cas spécial à juger, le divorce soit autorisé à la fois par la loi personnelle des époux et par la loi du lieu où la demande est formée. Ainsi, en thèse générale tout au moins, il est nécessaire que le divorce soit demandé pour une cause admise par l'une et par l'autre loi. Ceci, toutefois, n'est pas exigé d'une façon absolue. La finale du premier alinéa de l'art. 2 y apporte, en effet, un certain tempérament, dont la portée, en vérité, n'apparaît pas très clairement à la lecture du texte, mais qui a été expliqué en ces termes au cours des travaux de la Conférence de 1900 :

« Une femme a deux causes de divorce, l'une est admise par la loi nationale et non par la » *lex fori*, l'autre est admise par la *lex fori* et non par la loi nationale. La règle posée en 1894 » a cette conséquence que le divorce ne pourrait pas être demandé dans l'espèce, puisqu'il » n'y a pas une cause admise à la fois par les deux lois. La commission a pensé qu'il y aurait » là une extrême rigueur. En effet, dans le cas prévu, le divorce est admis à la fois par les » deux législations, bien que ce ne soit pas pour la même cause. Cela suffit pour donner » satisfaction au principe dirigeant que nous avons posé. »

En ce qui concerne l'admissibilité de la demande en séparation de corps, la Convention pose des exigences identiques.

L'art. 3 déroge dans un certain sens à la règle établie par les art. 1^{er} et 2 exigeant l'application simultanée des législations du pays d'origine des époux et du pays où le procès est engagé. Il admet que dans certains cas la loi nationale des époux soit seule observée. L'hypothèse prévue est celle où la demande est formée dans un Etat dont la législation considère le divorce comme inacceptable à l'égard de ses nationaux, tout en admettant les étrangers établis sur son territoire à demander à la juridiction territoriale la prononciation du divorce conformément à la loi de leur patrie.

Après avoir réglé la loi applicable au fond, la Convention s'occupe, dans son art. 5, de la détermination de la juridiction compétente pour connaître de la demande en divorce ou en séparation de corps. D'une façon générale, elle admet que l'instance peut être portée, soit devant la juridiction compétente d'après la loi nationale, soit devant la juridiction compétente du lieu du domicile des époux, et resp. du domicile du défendeur, si les conjoints n'ont pas le même domicile. Exception est faite à cette règle dans le cas où la loi nationale des époux a proclamé elle-même la compétence exclusive des juridictions du pays d'origine. On a signalé, à cet égard, quelques différences de législation entre les divers Etats signataires. Ainsi, certaine législation, telle la loi hongroise, prohibe d'une façon absolue à ses ressortissants le divorce à l'étranger. Suivant la loi espagnole, les tribunaux ecclésiastiques de ce pays peuvent seuls connaître des instances en nullité ou en séparation de corps pendantes entre des époux dont les engagements ont été reçus et consacrés par l'Eglise catholique.

Enfin, dans les États scandinaves, paraît-il, l'appréciation de certaines causes spéciales de divorce ou de séparation de corps est même réservée au Roi.

Dans tous ces cas, les époux n'ont donc plus le choix de la juridiction; la compétence des tribunaux du lieu du domicile s'efface, et l'instance doit être engagée devant la juridiction compétente du pays d'origine. Mais remarquons-le, dans ces divers cas où les tribunaux du domicile sont incompétents pour statuer au fond, ils sont néanmoins autorisés à faire droit aux mesures provisoires et conservatoires qui sont prévues par la loi du domicile en vue de la cessation de la vie en commun. Tel est le vœu exprimé par l'art. 6. Ajoutons que les sentences de divorce ou de séparation de corps régulièrement prononcées par un tribunal compétent aux termes de l'art. 5, ont autorité dans tous les autres États contractants. Néanmoins, si la décision a été rendue par défaut, il est exigé que le défendeur ait été cité conformément aux dispositions spéciales exigées par sa loi nationale pour reconnaître les jugements étrangers.

L'art. 8 a pour objet de répondre à une dernière préoccupation. Il peut arriver, en effet, que les deux époux n'ont pas la même nationalité. Quelle est dans ce cas la loi nationale à appliquer? L'art. 8 de la convention donne la solution: il stipule que, dans ce cas, il sera fait application de la dernière législation commune.

Enfin, dans une troisième Convention, les Gouvernements des divers États ont arrêté une série de règles communes de nature à faciliter partout l'organisation rapide de la tutelle des mineurs. D'une façon sommaire, les règles posées peuvent se résumer comme suit:

En principe, la tutelle d'un mineur est instituée et exercée suivant sa loi nationale. Telle est l'idée fondamentale: elle est exprimée en termes très nets par l'art. 1^{er} du traité. Conséquemment, c'est la loi nationale du mineur qui doit être suivie, par exemple, pour déterminer s'il doit ou non être placé en tutelle, si celle-ci est légale, testamentaire ou dative; à quelles personnes elle doit être déférée; quels sont les pouvoirs d'administration du tuteur et quelles sont ses obligations; quelles sont les formalités légales à accomplir pour la passation des actes intéressant le mineur; quelle est la durée de la tutelle et quels sont les événements qui doivent y mettre fin.

On suivra encore la loi nationale du mineur pour fixer les causes d'incapacité, d'exclusion ou de destitution du tuteur. Mais cette solution devra-t-elle encore prévaloir en ce qui concerne les causes de dispense accordées au tuteur? Lors de la troisième Conférence réunie en 1900, la question fut posée à la troisième commission. Et voici en quels termes s'est exprimé à ce sujet le rapport présenté en son nom par le Délégué du Grand-Duché de Luxembourg:

« Il s'agit de savoir s'il convient d'appeler la loi nationale du mineur à régler l'obligation » d'assumer le mandat de tuteur. Dans le sentiment de la commission, la question comporte » une solution négative. Quant à décider si l'obligation dont il s'agit doit se déterminer d'après » la loi nationale du tuteur ou d'après la loi du lieu où la tutelle est exercée, la commission » estime que cette difficulté sort du cadre de sa tâche. »

La commission, tout en écartant l'application de la loi nationale du mineur, a donc jugé qu'il ne lui appartenait pas de lui substituer, ni la loi personnelle du tuteur, ni la loi du lieu où s'exerce la tutelle. La question a été laissée ouverte.

Les auteurs enseignent fréquemment qu'il faut appliquer cumulativement les deux lois: celle du pupille et la loi personnelle du tuteur, et autoriser ainsi ce dernier à invoquer à la fois les dispenses prévues par l'une et par l'autre législation.

En quel lieu organisera-t-on la tutelle du mineur? Le point a préoccupé les négociateurs de la Convention. Ils l'ont réglé en détail et ont donné la solution pour les trois hypothèses qu'il y avait lieu d'envisager.

A cet égard, il échet tout d'abord de se reporter à la règle essentielle affirmée par l'art. 1^{er} et qui réclame l'application de la loi nationale du mineur en tout ce qui touche à la constitution ou à l'organisation de la tutelle. Il est admis que la règle ne concerne pas seulement le fond du droit, mais s'étend aux juridictions compétentes pour organiser et surveiller la tutelle et aux formes dans lesquelles les juridictions auront à procéder.

Par application de ce principe, la tutelle à instituer pour un mineur étranger doit donc l'être par les autorités de sa patrie et conformément à sa loi nationale. Et pour que, dans le pays d'origine du mineur, il puisse être procédé sans retard à l'institution de la tutelle, l'art. 8 de la Convention impose aux autorités du pays sur le territoire duquel se trouve un mineur étranger qui doit être pourvu d'un tuteur, l'obligation d'informer le plus tôt possible de cette situation les autorités de sa patrie.

Voilà donc la procédure normale, celle qui se présentera habituellement. Il peut, néanmoins, arriver que dans le pays d'origine l'institution de la tutelle d'un mineur domicilié en pays étranger avec ses parents, ses amis, ayant tous ses biens situés dans l'Etat où il s'est définitivement fixé, se heurte à des impossibilités matérielles. En prévision de cette éventualité, les stipulations de l'art. 2 autorisent l'intervention de l'agent diplomatique ou consulaire de l'Etat dont le mineur est le ressortissant.

Pourvu que l'Etat dans lequel il est accrédité ne s'y oppose pas, cet agent diplomatique ou consulaire, autorisé par la loi du pays qu'il représente, aura dans ce cas compétence pour pourvoir dans le pays même de la résidence habituelle du mineur à l'organisation de la tutelle en se conformant, d'ailleurs, aux prescriptions de la loi nationale du mineur.

Enfin, troisième hypothèse, s'il arrive que la tutelle du mineur étranger ne soit instituée, ni dans son pays par les autorités compétentes, ni dans le pays où il réside par un agent diplomatique ou consulaire, c'est alors aux autorités locales qu'il appartient d'y pourvoir conformément à la loi du lieu de sa résidence. Néanmoins, cette tutelle émanant des autorités locales n'aura pas un caractère définitif, et il est réservé aux autorités du pays d'origine du mineur la faculté d'organiser ultérieurement une nouvelle tutelle suivant les principes énoncés aux art. 1^{er} et 2 du traité.

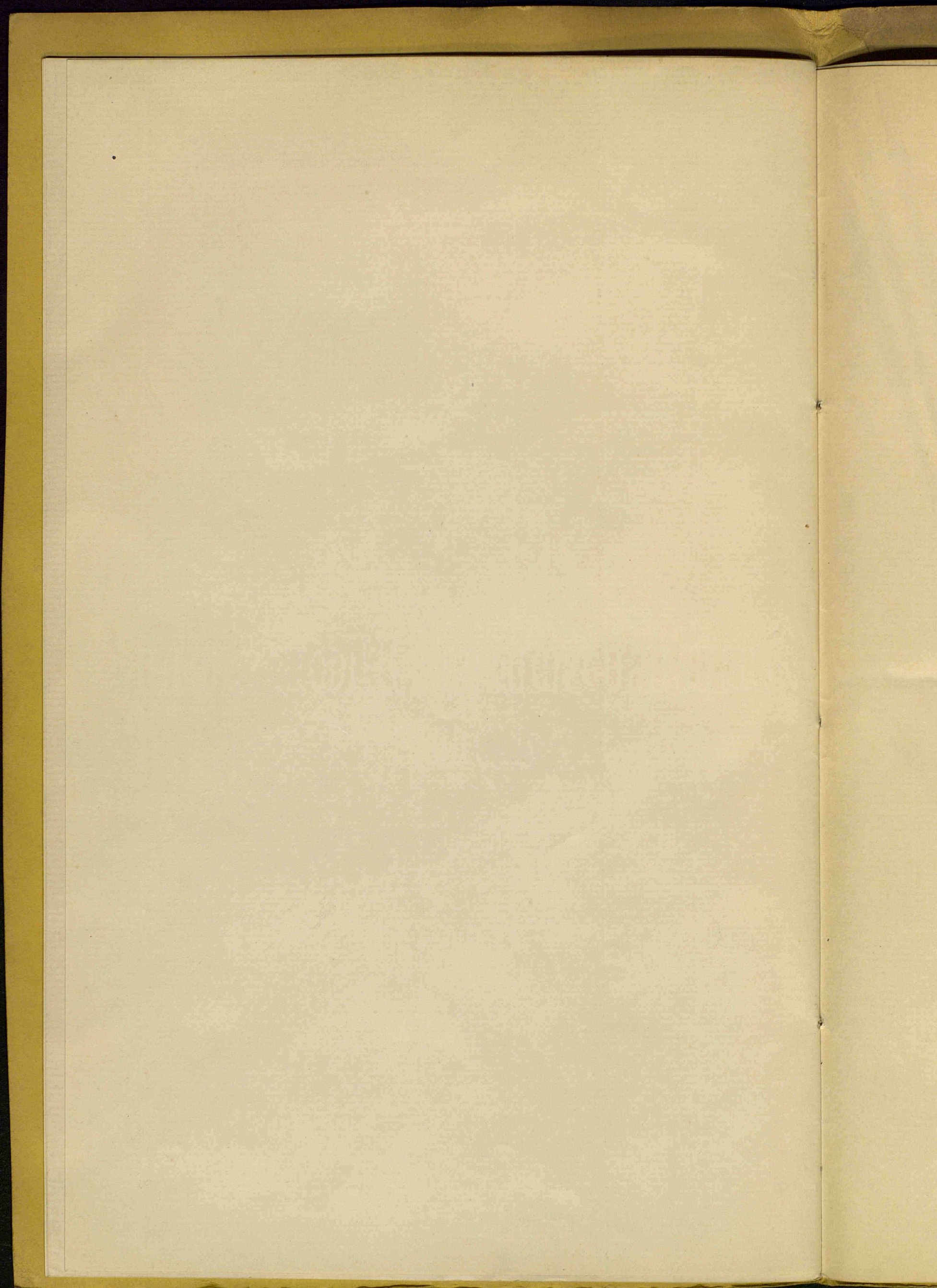
Finalement, l'art. 7 donne aux autorités locales le droit de prendre, dans tous les cas d'urgence ou si, par suite de quelque obstacle de droit ou de fait, l'organisation régulière de la tutelle se fait attendre, toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la protection de la personne et des intérêts de l'incapable étranger.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

-
en
st
n-
u-
ou
ur
la
e,
nt
oir
és
du
es
as
la
la

le
à
pus
la
yl,

en
elles
de
nel-
l di-
sept
ay
les
toga
de
ti-
éven
is
ont
ois
e
904.



Luxembourg, le 14 Mai 1904

Avis du Conseil d'Etat.

La dépêche du 19 mars dernier, par laquelle le Grand-Duc, Président du Grand-Duché, a soumis à la délibération du Conseil d'Etat trois projets de lois tendant à l'approbation de trois traités conclus à La Haye le 12 juin 1902 et concernant la tutelle des mineurs, les conflits en matière de mariage, de divorce et de séparation de corps.

Ces trois conventions constituent ~~un ensemble~~ des progrès dans la voie des arrangements en matière de droit international privé. Elles sont conclues pour une durée de cinq ans, prévues toute fois un renouvellement tacite de cinq en cinq ans, sauf détermination. Et l'inspiration de la loi du 20 septembre 1897, qui approuve la Convention de La Haye sur certaines questions de procédure civile, les lois nouvelles projets de lois confèrent également au Grand-Duc le pouvoir de modifier les conventions dans les délais stipulés, ainsi que la faculté d'apporтер en tout ou en partie, et de concert avec les parties contractantes, des modifications aux traités en cours d'exécution.

Le Conseil d'Etat estime que les trois projets de lois sont susceptibles d'être adoptés par la législature.

En conséquence en séance plénière, le 24 avril 1904.

Le Secrétaire,

Le Président,

N^o

1904, N^o 1763.

L,

Gurg,

Notre Com

De l'asss;

:

Article vent un crédit

soire de frs.enses courante

l'Etat à effechain, conform

au projet de

L'exécute par arrêté g

ducal.

Luxembourg, le 14 Mai 1904

Avis du Conseil d'Etat.

La dépêche du 19 mars dernier, transmise le
trésor d'Etat, président du Grand Duc a soumis à
le Conseil d'Etat trois projets de lois
tant approbation de trois traités conclus
La Haye le 12 juin 1902 et concernant la
lementation de la tutelle des mineurs
ri que des conflits en matière de mariage,
divorce et de séparation de corps.

Ces trois conventions constituent ~~un~~
proposés dans la voie des arrangements en
tière de droit international privé. Elles
sont conclues que pour une durée de
cinq ans, puisant toute fois un renouvel-
lement tacite de cinq en cinq ans, sous di-
cination. Et l'insérer de la loi du 20 septem-
bre 1897, qui approuve la Convention de La Haye
sur certaines questions de procédure civile, les
nouveaux projets de lois confèrent égale-
ment au Grand Duc le pouvoir de
modifier les conventions dans les délais sti-
blés, ainsi que la faculté d'apporter éven-
tuellement, et de concert avec les parties
contractantes, des modifications
aux traités en cours d'exécution.

Le Conseil d'Etat estime que les trois
projets de lois sont susceptibles d'être
adoptés par la législature.
Ensi de libérer en séance plénière, le 27 avril 1904.

Le Secrétaire,

Le Président,

GRAND-D
DE
LUXEMB
—
DIVISI
des

de
de

de
de

Luxembourg, le 14 Mai 1904

Avis du Conseil d'Etat.

Par sa dépêche du 19 mars dernier, Monsieur le Ministre d'Etat, président du Gouvernement a soumis à l'avis du Conseil d'Etat trois projets de lois portant approbation de trois traités conclus à La Haye le 12 juin 1902 et concernant la réglementation de la tutelle des mineurs ainsi que des conflits en matière de mariage, de divorce et de séparation de corps.

Ces trois conventions constituent un progrès dans la voie des arrangements en matière de droit international privé. Elles ne sont conclues que pour une durée de cinq ans, prévoient toute fois un renouvellement tacite de cinq en cinq ans, sauf dénonciation. Et l'insérer de la loi du 20 septembre 1897, qui approuve la Convention de La Haye du 14 novembre 1896 sur certaines questions de procédure civile, les trois nouveaux projets de lois confèrent également au Gouvernement Grand-Ducal le pouvoir de dénoncer les conventions dans les délais stipulés, ainsi que la faculté d'apporter elles-mêmes, et de concert avec les autres parties contractantes, des modifications aux traités en cours d'exécution.

Le Conseil d'Etat estime que les trois projets de lois sont susceptibles d'être adoptés par la législature. Ainsi délibéré en séance plénière, le 24 avril 1904.

Le Secrétaire,

Le Président,

GRAND-D
DE
LUXEMB

DIVISIO
des
AFFAIRES ÉTR

77
Réponse
7 or

Monsieur
du Cons

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Luxembourg, le 4 Mai 1904

Monsieur le Président,

77
Révisé par
7 mai 1904

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que
dans sa séance de ce jourd'hui la Chambre des Députés
a adopté à l'unanimité des voix des membres présents
le projet de loi concernant
l'approbation de la convention de la Haye
du 12 juin 1902 pour régler les conflits en
matière de divorce et de séparation de corps.

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, sou-
mettre à la décision du Conseil la proposition faite
par la Chambre, dans la même séance, de dispenser
le projet de loi dont s'agit du second vote prévu par
l'art. 59 de la Constitution.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.

GRAND-DUC
DE
LUXEMBOURG

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

77
dispos
ym

Monsieur
du Cons

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Luxembourg, le 4 Mai 1904

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que
dans sa séance de ce jourd'hui la Chambre des Députés
a adopté à l'unanimité des voix des membres présents
le projet de loi concernant
l'approbation de la convention de La Haye, du
12 juin 1902, réglant les conflits de loi en
matière de mariage.

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, sou-
mettre à la décision du Conseil la proposition faite
par la Chambre, dans la même séance, de dispenser
le projet de loi dont s'agit du second vote prévu par
l'art. 59 de la Constitution.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Reynier

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.

GRAND-DU
DE
LUXEMBOURG

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

77
L'Espérance
7 mois

Monsieur
du Cons

GRAND-DUCHÉ
DE
LUXEMBOURG.

DIVISION
des
AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Luxembourg, le 4 Mai 1904

Monsieur le Président,

77
Répondre
7 mai 1904

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que
dans sa séance de ce jourd'hui la Chambre des Députés
a adopté à l'unanimité des voix des membres présents
le projet de loi concernant
l'approbation de la convention internationale
de la Haye, du 18 juin 1902, réglant la tutelle
des mineurs.

Vous voudrez bien, Monsieur le Président, sou-
mettre à la décision du Conseil la proposition faite
par la Chambre, dans la même séance, de dispenser
le projet de loi dont s'agit du second vote prévu par
l'art. 59 de la Constitution.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,

Monsieur le Président
du Conseil d'Etat
à
Luxembourg.

